

extraits



archyves.net

marinus van der lubbe

carnets de route de l'incendiaire du Reichstag

et autres écrits

documents traduits du néerlandais

par hélène papot

présentés et annotés par yves pagès

et charles reeve

verticales

marinus van der lubbe

camers de roure

Remerciements

Ce livre n'aurait pas vu le jour sans la collaboration précieuse et éclairante de Nico Jassies. Nous tenons en outre à remercier Kees Rodenburg et Jeroen ten Dam pour leur aide, l'*Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis* d'Amsterdam pour la qualité de son accueil, Roger Bossière, Cajo Brendel, Serge Bricianer, Bela Elek et Robert Pagès pour leur fidélité à la mémoire de Marinus, ainsi que Jeanne Guyon et Bernard Wallet pour leur lecture attentive. Les erreurs que comporte sûrement ce livre ne sont imputables qu'à Yves Pagès et Charles Reeve.

© Éditions Verticales / Le Seuil, mars 2003

ISBN 2-84335-173-1

Avant-propos

Ce livre voudrait combler un à André Prudhommeaux
rance trop longtemps entretenu au sujet de Marinus
van der Lubbe, ce chômeur hollandais de vingt-quatre
ans décapité quelques mois après son arrestation dans le
dédale du Reichstag en flammes au soir du 27 février
1933. Depuis soixante ans, le jeune incendiaire est pré-
senté comme un « simple d'esprit » et « l'instrument »
plus ou moins consentant, d'une provocation ayant
porté au pouvoir le national-socialisme. Aujourd'hui
encore, cette thèse complottiste – largement remise en
cause en Allemagne et en Hollande depuis le début des
années 1960 – prévaut en France. Comme si, selon de
mauvaises habitudes policières, il suffisait de se deman-
der à qui profite le crime pour éclaircir le cours de
l'histoire. L'affaire du Reichstag nous met pourtant en
garde contre ces fausses pistes de l'évidence, contre cette
tendance à penser les événements socio-politiques à tra-
vers le seul prisme du roman d'espionnage.

Mardi 15 septembre 1931.

Voici mon plan de voyage tel que je l'ai établi cet après-midi. Il me faudra deux ou trois semaines, un mois peut-être, pour aller à Constantinople. Ensuite, deux à trois mois pour aller en Chine et revenir, ce qui fait que je compte être de retour en Hollande vers le mois de mai. Au cas où j'aurais des difficultés avec la police ou autres, tout ce plan tombe évidemment à l'eau.

Mercredi 16 septembre 1931, Peisendorp.

Je vois qu'on peut suivre la frontière allemande et je vais rester en Allemagne jusqu'à jeudi. Je compte envoyer encore une lettre en Hollande depuis l'Allemagne. Dans le dernier village, j'ai eu la bonne surprise de tomber sur un type qui m'a donné un bon imperméable et une paire de bons souliers, dans lesquels je suis à mon aise. Il m'a prié de lui envoyer une carte postale quand je serai un peu plus loin, ce que je ne manquerai certainement pas de faire. Entre hier et aujourd'hui, j'ai parcouru 100 km, ce qui fait au total 1150 km.

Lundi soir, deuxième semaine.

Ah la la! Quelle déveine j'ai eu à Reichenhall! Comme j'ai dit avoir plus de 2 marks sur moi, on n'a pas voulu me donner un bon pour l'asile municipal et j'ai dû déboursier 80 pfennigs. Enfin, je le saurai pour la prochaine fois et lorsqu'on me demandera si j'ai de l'argent, je ne dirai pas plus de 50 pfennigs ou un demi-mark. Ce soir, j'ai écrit à K. Vink, en Hollande, et j'espère trouver une lettre à Klagenfurt.

Mardi, troisième semaine 9-5-f-14¹

Mardi 22 septembre 1931, Werfengen.

Me voici enfin en Autriche. Ça aurait été trop de veine de traverser toute l'Allemagne sans problème. J'ai été emprisonné pendant 4 jours, à Berchtesgaden, parce que j'avais demandé à un paysan s'il ne lui restait pas quelque chose à manger vu qu'il était midi. Enfin, c'est passé et ça m'a donné un peu de temps pour me reposer et surtout pour réfléchir. Je ne sais pas encore si je poursuivrai mon voyage en Autriche ou si je m'en retournerai. Mais tout ce voyage ne me plaît pas trop. Je veux vite arriver à Klagenfurt, qui est à 150 km, pour voir s'il y a des lettres pour moi. Je suis impatient d'avoir des nouvelles. Là, je déciderai si je poursuis ma route ou si je rentre. Après ma levée

1. Numéro de prisonnier de Marinus van der Lubbe.

d'écrou hier à midi, j'ai fait 50 km, ce qui fait au total 1 200 km.

Mercredi 23 septembre 1931, Bad Gastein.

J'avais cru échapper au froid en allant vers le sud mais, au lieu de cela, je me retrouve depuis des jours en plein hiver. En Autriche, il neige déjà presque autant que chez nous à Noël. J'ai choisi de traverser la plus mauvaise partie de l'Autriche. Je dois toujours grimper et franchir de hautes montagnes, les pieds enfoncés dans la neige. En plus, les routes montent et descendent si fort qu'il n'y a pratiquement pas d'autos qui passent et pourraient m'emmener. Maintenant, je dois prendre le train de 8 heures ici, à Bukstein, parce qu'il n'est pas question de franchir cette haute montagne, avec toute cette neige, mais le train qui traverse la montagne (par un tunnel) coûte 1 shilling (30 centimes hollandais) pour aller jusqu'à Holstein, de l'autre côté de la montagne.

Je joue de malchance car je dois maintenant attendre la carriole de 3 heures à 8 heures. Et il sera bien tard pour trouver un paysan chez qui dormir. Pour le reste, tout va assez bien ici en Autriche. Le paysan est bon, et on peut dormir presque partout. Cet après-midi, à Hoofdkastein, j'ai trouvé un couvent où j'ai très bien mangé. Du riz avec de la viande et du potage.

Le soir. À Malisut, j'ai trouvé une auberge où on peut dormir sans être embêté par la police.

Klagenfurt, samedi 26 septembre 1931.

Je suis installé au bord de la route, à la sortie de Klagenfurt et j'écris tout en gardant un œil sur la route pour guetter les camions. Je suis enfin sorti de la région des montagnes de l'Autriche et je me trouve à quelques kilomètres de Klagenfurt. En arrivant à Klagenfurt, je suis d'abord allé au bureau de poste où m'attendait une lettre de Koos Vink. J'étais content de recevoir de bonnes nouvelles de la Hollande, après toute cette semaine pénible passée à essayer d'arriver vite ici pour avoir des nouvelles. Il faut dire que pour ce qui est du trajet jusqu'à Klagenfurt, pas moyen de monter dans une voiture, à part le dernier bout de chemin de Nillas à Klagenfurt, 35 km, où j'ai pu grimper à bord d'un beau camion. Parce que les trois quarts du temps, dès qu'on s'accroche à un camion, le chauffeur s'arrête, se met à gueuler et nous ordonne de descendre. Après avoir pris ma lettre, j'ai expédié une carte-lettre et trois cartes postales en Hollande. Plus une carte pour ces gens à Frontstein. J'ai fait exprès d'envoyer ça d'ici, ce sera un peu meilleur marché qu'en Yougoslavie. Car je m'approche tout doucement de cette frontière. Je note encore que j'ai passé toutes les dernières nuits chez des paysans, vu qu'il est impossible d'aller dans les asiles municipaux qui sont réservés aux Autrichiens. Mais on dort très bien chez les paysans et, pour la plupart, ils donnent aussi quelque

chose à manger et du café. Ainsi, le dernier paysan me racontait qu'ici, tout près de Villach in Broek, les communistes ont fait pas mal de remue-ménage et que tous les gendarmes ont été appelés en renfort, y compris ceux de son village. Et il aurait bien aimé que du coup son village s'y mette à son tour. Je cherche depuis quelques jours à acheter un harmonica ; on voit beaucoup de jeunes gens qui en ont et je voudrais bien apprendre à en jouer, je trouve ça très beau. Je me suis lavé dans un petit ruisseau et j'ai mis du linge propre, vu qu'on est samedi. Les chaussettes et le caleçon, je les ai reçus chez mon dernier paysan en échange d'une paire de chaussures trop petites pour moi. J'ai maintenant des vraies chaussures de marche, avec des crampons, que j'ai reçues hier à Spittal. J'espère les garder longtemps, pour éviter d'en demander à nouveau. À partir de maintenant, je veux tenir à jour mon journal, car c'est très ennuyeux de devoir rattraper les jours passés. Au total, j'ai déjà fait 1 300 km. J'ai acheté de la graisse pour chaussures et une brosse et, déduction faite des frais de cartes postales et autres, il me reste 1 mark et 5 schillings de monnaie autrichienne. Un shilling vaut environ 30 centimes hollandais.

Koetenstein, Yougoslavie. Dimanche 27 septembre 1931.

Après avoir rédigé mon journal, hier après-midi, j'ai pu monter dans une belle voiture qui m'a amené à une trentaine de kilomètres de Klagenfurt, vers la frontière

yougoslave. Je dois faire bien attention ici pour ne pas m'écarter de la grande route qui traverse l'Europe centrale. Cette nuit, j'ai dormi chez un paysan dans une étable. J'aurais mieux aimé une grange parce qu'il fait très chaud dans une étable pleine de vaches. En plus, le gars ne m'a rien donné à manger. Je suis maintenant en Yougoslavie mais j'ai dû faire un grand détour pour y entrer étant donné que les douaniers barrent l'accès par les routes. J'ai rencontré un camarade qui a également l'intention d'aller en Turquie ; mais je ne sais pas si je l'accompagnerai tout le long du chemin. Il est un peu fanfaron. Naturellement, nous le sommes tous un peu, mais pas dans la même mesure. Par exemple, il se réjouit tout le long du chemin du fait que les gens ne comprennent pas ce qu'il dit et il fait exprès de leur parler. Cet après-midi nous avons atteint le bourg de Koetenstein. C'est assez grand. Dans le village précédent, la police nous a arrêtés. Le cœur me battait, car nous n'avions pas l'autorisation d'entrée de la douane yougoslave vu qu'on était passés par des sentiers de montagne. Mais on a eu de la veine et la police nous a laissé repartir en bougonnant : « Faut pas mendier. » Et nous de répondre : « Non, bien sûr. » Nous avons trouvé un bon endroit où coucher dans une grosse ferme. D'ici à Maribor, où nous devons arriver demain, il y a encore 67 km. Le garçon de ferme m'a dit qu'ici le chômage n'est pas aussi fort qu'en Autriche et en Allemagne. D'ailleurs, ce pays fait une meilleure

impression que l'Autriche où tout respire la pauvreté et la misère. Les maisons ressemblent un peu à celles de la Hollande et sont plus belles qu'en Autriche. Au total, j'ai déjà parcouru 1 500 km et je me trouve environ à mi-chemin entre Leyde et Constantinople. À partir d'ici, je ne noterai plus les distances, car à Constantinople, j'aurai fait environ 2 000 km. Pendant que j'écris, une paysanne, que nous ne comprenons pas du tout et qui travaille sans doute dans cette ferme, nous apporte du pain et du lait chaud. Ainsi, le premier jour passé ici n'est pas mauvais.

Troisième semaine.

Lundi 28 septembre 1931, Maribor.

La première impression que j'avais de mon camarade était la bonne et les 50 marks qu'il prétendait avoir en poche n'existaient que dans son imagination car il n'a même pas 2 schillings. Je lui ai proposé de faire un petit bout de chemin par le train et voilà qu'il n'avait pas d'argent. C'est sans importance, nous avons continué à pied. En route, nous sommes tombés sur une auto luxueuse et grâce à cette aubaine, nous étions à Maribor à 4 heures de l'après-midi. Tandis que je cherchais quelle route prendre pour aller vers Thy et Carkove, il m'a regardé comme si j'étais fou et il m'a demandé si je voulais déjà reprendre la route. J'ai répondu que oui, que le but était d'aller à Constantinople et pas à Maribor. Il était trop tôt pour déjà cher-

cher un endroit où dormir et on pouvait sûrement trouver une autre auto et avancer encore un peu. Lui trouvait que c'était idiot de ne pas rester ici pour visiter la ville. Je lui ai dit adieu et j'ai continué tout seul. Si on visite toutes les villes, on met des années pour arriver à destination. Voilà la différence entre nous ; lui, il voulait à la fois voyager et voir beaucoup de choses. Tandis que moi, même si je regarde tout ce qui se passe autour de moi, je ne crois pas que ce qu'il y a de plus beau et de meilleur soit ici, et surtout pas dans ce genre de villes qui sont toutes dirigées par la classe dominante. Et donc, je me retrouve ici, à la sortie de Maribor, près d'un passage à niveau parce que lorsqu'il ferme les autos doivent s'arrêter, en train d'écrire et content d'être seul et de pouvoir poursuivre mon chemin aussi vite que possible. Maribor est une ville d'environ 30 000 habitants, près de la frontière autrichienne. J'ai vu beaucoup de soldats et ils sont habillés un peu comme ceux de Hollande. La langue d'ici, on ne la comprend presque pas. Je sais demander à manger et à boire, j'ai appris en Autriche. La monnaie est le dinar, environ une pièce de 10 centimes chez nous. Je ne vais pas changer mon mark ni mes 5 schillings autrichiens car j'espère avoir traversé ce pays avant la fin de la semaine.

*Quatrième semaine**Mardi 29 septembre 1931, Ptry.*

J'ai marché toute la matinée pour parcourir les 26 km jusqu'à Ptry car je n'ai pas trouvé d'auto. Cet après-midi, tout près de Ptry, j'ai été arrêté par des gardes champêtres. Mais le maire a tout de suite vérifié mes papiers, on m'a laissé m'en aller. Ensuite, j'ai trouvé une belle étendue d'eau claire où j'ai eu beaucoup de plaisir à nager. L'eau est aussi froide qu'en Hollande, mais c'était pourtant bien plaisant de nager. Je devrais faire cela plus souvent, pour me changer un peu de la marche. En Yougoslavie, on voit beaucoup de femmes et d'enfants au travail. Les enfants de 7 à 10 ans travaillent avec les plus grands et conduisent des charrettes. Les paysans ont dans la plupart des cas beaucoup d'enfants qu'on voit marcher à quatre pattes dans les cours des fermes ou bien jouer dans les champs. J'ai déjà bu deux fois du vin, que je prenais pour une sorte de limonade, mais je m'étais trompé. Les paysans font tous du vin de raisin ou de pommes je crois, qu'ils appellent du « mousseux ». C'est frais et agréable à boire, mais je n'en prendrai plus, car ça ne m'a pas fait du bien. Le peuple n'est pas très instruit, mais très gai. Partout, dans les champs et les maisons, on entend chanter, ce qui veut dire quelque chose par ces temps misérables. Car ici aussi, le paysan a des difficultés et il ne peut s'en sortir que parce qu'il ne

dépense presque rien et qu'il fabrique tout lui-même. Le pain est souvent fait de maïs, on mange également des plats à base de maïs que les paysans cultivent et récoltent. Cette nuit, j'ai dormi dans du foin, chez un gros fermier qui m'a aussi donné quelque chose à manger. C'est typique, ici, de voir des femmes, qui travaillent comme journalières dans les grosses fermes, s'arrêter pour déjeuner à midi, à la manière des ouvriers, et manger dans des auberges ou chez le paysan. Maintenant, je fais route vers Osijek à une distance de 150 km d'ici et de là j'irai à Belgrade, en Serbie, qui fait partie de la Yougoslavie et est gouverné par un roi dont on trouve la tête sur les pièces de monnaie, de même que chez nous Wilhelmine. Après Belgrade, j'irai à Sofia, en Bulgarie puis Andrinople et Constantinople, qui sont en Turquie. Si je peux, je compte aller un peu vers la gauche et sortir de Turquie pour aller vers Tiflis, en Russie, mais je ne crois pas que cela sera possible.

En relisant mon journal, je trouve que je devrais écrire mieux parce que c'est un peu triste à lire. Voilà donc ce que je me pose comme tâche : faire un compte rendu chaque jour et écrire un peu mieux. J'avais d'abord pensé écrire d'une manière confuse au cas où le journal tomberait aux mains de la police, ce qui est déjà arrivé d'ailleurs, pour qu'ils ne comprennent pas. Mais c'est idiot, il faut tout de même pouvoir se relire.

Varazdin, mercredi 30 septembre 1931.
 Outre ma décision d'écrire mieux, j'ai aussi décidé de mieux régler mes journées, le temps des marches, les horaires des repas, etc. Après avoir bien examiné ce matin mon plan de voyage, je suis arrivé à la conclusion que je devrais être rentré chez moi vers la fin mai ou début juin. Je verrai alors si je prends part ou non au concours de la traversée de la Manche. Pour l'heure, je me propose de ne pas trop marcher et de nager si possible chaque jour. Ensuite, je mangerai le matin avant 9 heures et puis l'après-midi, à midi et cinq heures. Je veux arrêter de manger tout au long de la journée comme je le fais maintenant. En faisant un peu attention, les choses devraient s'améliorer. Dorénavant, pour faire chaque jour 30 à 35 km, je ferai 17 km avant midi et 17 km l'après-midi. Il commence à faire plus chaud par ici et on s'aperçoit qu'on s'approche de l'Orient. À Varazdin, où je suis arrivé vers midi, j'ai pris un bon repas dans une petite auberge et j'ai rencontré quelqu'un qui m'a donné, comme ça, 10 dinars. Il faut dire que le dinar ne vaut pas grand-chose, seulement 8,4 centimes hollandais. Je me mets en route vers Osijek maintenant. C'est à peu près à 120 km de Varazdin, soit trois jours de marche. J'ai remarqué qu'ici, en Yougoslavie, il est inutile de compter sur les autos. En premier lieu, il n'y en a presque pas et ensuite elles ne s'arrêtent pas. Bien que ce soit

encore l'été, les nuits sont très froides. Le matin, lorsque je me mets en route de bonne heure, tout est couvert d'une épaisse rosée et il faut quelques heures avant que les rayons du soleil viennent à bout des dernières gouttes de rosée. Les levers de soleil sont très flamboyants, par ici. Je note aussi que la nourriture ressemble beaucoup à celle de la Hollande. Il est vrai qu'en Allemagne et en Autriche, le manger est assez bon, mais on y reçoit souvent, à midi, ces boulettes chaudes composées de farine et de viande et qui remplacent les pommes de terre. Tandis qu'ici, je mange à nouveau des pommes de terre avec des légumes cuits dans la graisse, ce qui est bien meilleur. Je vais maintenant chercher un endroit où dormir, dans ce village, et je me trouve à une distance de 12 km de Varazdin.

Jeudi 1^{er} octobre 1931, Djurdjevu.

Hier soir, pour pouvoir dormir chez un paysan, je l'ai aidé pendant une heure à retirer les feuilles des maïs. Ces feuilles servent ensuite à nourrir les vaches, de sorte que la plante entière est utilisée. Toute la famille, y compris les enfants, est restée tard à travailler. Même après avoir mangé, car j'ai mangé avec eux, ils ont continué leur labeur. Mais moi, je suis allé me coucher. Assis au grenier, je regarde par la fenêtre ouverte la pleine lune qui scintille. Et cette vue me remet une certaine nuit en mémoire.

[. . .]

Procès-verbal de l'interrogatoire de police
après l'arrestation de Marinus van der Lubbe
à Berlin.¹

2 mars 1933

(...) D'avance, je tiens à dire que mes actes se fondent sur des motivations politiques. J'ai appris aux Pays-Bas que le Parti national-socialiste était arrivé au pouvoir en Allemagne. J'ai toujours suivi la politique allemande avec beaucoup d'intérêt et j'ai lu dans les journaux ce qu'on disait de Brüning, Papen et Schleicher. Lorsque Hitler est arrivé au pouvoir, j'ai pensé qu'il y aurait un grand élan en sa faveur mais aussi de grandes tensions. J'ai acheté tous les journaux qui publiaient des articles là-dessus et j'ai aussi beaucoup discuté avec des camarades qui pensaient comme moi. Je suis moi-même de gauche et j'ai été membre

du Parti communiste des Pays-Bas jusqu'en 1929. Mais je n'acceptais pas que ce parti joue un rôle dominant parmi les travailleurs et qu'il ne les laisse pas prendre eux-mêmes les décisions. Je suis solidaire du prolétariat dans la lutte de classes. Ses dirigeants doivent être à l'avant-garde. Les masses doivent décider elles-mêmes ce qu'elles font ou ne font pas. Il existe actuellement en Allemagne une coalition nationale¹ et je considère que deux dangers menacent : 1) les travailleurs sont opprimés ; 2) la coalition nationale n'acceptera jamais de céder devant les autres pays, ce qui conduira à la guerre.

J'ai attendu quelques jours de voir comment les choses évoluaient et j'ai décidé de venir en Allemagne pour me rendre compte sur place. J'ai pris cette décision absolument seul et je suis arrivé seul en Allemagne. Je voulais voir quelles étaient les conséquences de l'arrivée de la coalition nationale sur les travailleurs et comment les travailleurs réagissaient.

À Düsseldorf, j'ai eu un premier aperçu de la situation et j'ai parlé avec des ouvriers dans la rue. J'ai fait pareil dans d'autres villes. À Berlin, j'ai lu les tracts des différents partis et je me suis rendu dans différents bureaux d'aide aux chômeurs : à Lichtenberg, Wedding et Neukölln. Je suis aussi allé dans les bureaux de pointage, mais il n'y avait pas de pointage avant les élections.

1. Le gouvernement de coalition Hitler-Papen-Hugenberg.

J'ai constaté que les partisans de la coalition nationale en Allemagne pouvaient faire tout ce qu'ils voulaient mais pas les ouvriers. De plus, les organisations de travailleurs ne luttent pas comme il faudrait pour inciter les travailleurs à combattre pour la liberté. J'ai parlé de cela avec les travailleurs, des moyens et de la voie à suivre pour lutter efficacement. Les ouvriers devraient avoir les mêmes droits que les nationalistes actuellement. J'ai par exemple proposé d'organiser une manifestation. On m'a expliqué qu'il fallait d'abord s'adresser à l'organisation, le KPD, qui examine la question de savoir si oui ou non il faut manifester. J'ai appris qu'une manifestation du KPD avait été dissoute par les dirigeants du KPD eux-mêmes, à l'arrivée de la police, et que les manifestants ont obéi à leurs dirigeants au lieu de continuer à manifester comme prévu. Je me suis rendu compte que les ouvriers ne décidaient rien d'eux-mêmes. À l'heure actuelle et à l'approche des élections, les travailleurs ne sont pas prêts à lutter eux-mêmes contre le système et à choisir entre la liberté et l'oppression. Selon moi, il fallait se décider à lutter contre le système. Comme les travailleurs ne voulaient rien entreprendre, j'ai voulu faire quelque chose moi-même. Provoquer un incendie me paraissait être un bon moyen. Je ne voulais pas m'en prendre à des individus mais à quelque chose qui appartienne au système. Les bâtiments publics convenaient donc pour cela, comme

par exemple le Bureau d'aide des chômeurs parce que c'est un bâtiment où se retrouvent des travailleurs. Ensuite, l'Hôtel de Ville, qui est un bâtiment qui fait partie du système, et puis le Slot. Ce dernier parce qu'il est situé dans le centre et qu'en cas d'incendie les flammes auraient été visibles de loin. Comme aucun de ces trois incendies n'a pris et que mon geste de contestation n'avait rien donné, j'ai choisi le Reichstag, car c'est le point central du système.

À la question de savoir si j'ai agi seul je déclare que c'est bien le cas. Personne ne m'a aidé dans mon action et je n'ai rencontré personne dans le bâtiment du Reichstag.

Vous m'avez lu l'interrogatoire du technicien Bogun¹. Je tiens à dire que je n'ai ni vu ni entendu quelqu'un sortir par la porte qui donne vers la Sommerstrasse (toilettes et vestiaires). Je n'ai pas vu non plus que le gardien avait éteint des foyers d'incendie derrière moi. J'étais probablement déjà trop loin de lui.

En outre, vous affirmez qu'un Russe a été vu sur la Potsdamer Platz le 17 février 1933 et qu'il remettait de

1. La nuit de l'incendie, vers 23 heures, l'ingénieur Paul Bogun avait averti le poste de police de la Porte de Brandebourg qu'il avait vu, vers 21 heures 10, un homme d'environ 1 mètre 84, vêtu d'un pantalon gris, d'un manteau sombre et coiffé d'un chapeau ou d'une casquette (il n'avait pas bien distingué) sortir du Reichstag par une petite porte (côté sud) et disparaître au pas de course par le Tiergarten.

l'argent à deux Néerlandais dans des circonstances suspectes. Personnellement, je suis arrivé à Berlin le 18 février, et cela ne peut donc pas être moi. Je ne connais aucun Néerlandais à Berlin, et d'ailleurs je ne connais personne ici.

J'ai rencontré Riebeling, à qui j'ai été confronté hier, à la pension de l'Alexandrinenstrasse. Je ne connaissais pas son nom jusqu'à maintenant, ni ses orientations politiques. Nous n'avons jamais parlé de politique, je lui ai seulement demandé un jour où se trouvait la Volksbühne. La deuxième et dernière fois que je lui ai parlé, c'était dans la salle des lavabos.

À Berlin, j'ai aussi assisté à un meeting du KPD. C'était au Palais des sports. J'avais l'intention d'intervenir dans les débats mais je n'ai pas pu parce que le meeting a dû s'arrêter. J'ai voulu aller à un meeting du SPD devant la Volksbühne, sur la Bülowplatz, mais ils n'avaient pas reçu d'autorisation. J'ai vu défiler le Reichbanner au Lustgarten. (...)

Il est exact que je suis devenu membre du Parti communiste hollandais à 16 ans. J'en suis parti à 23 ans. (...) Je ne suis jamais allé en Russie. Mais j'ai effectivement eu l'intention d'aller en Russie pour voir comment était la situation là-bas. En 1931, j'ai demandé en vain un visa auprès du Consulat russe à Berlin et j'ai alors décidé d'aller en Russie en passant par la frontière polonaise en avril 1932. J'ai déjà raconté comment j'étais arrivé en Pologne. Les Polo-

nais m'ont arrêté et emprisonné pour avoir franchi illégalement la frontière.

Mon casier judiciaire :

1. à Leyde, condamnation à deux semaines de prison pour avoir causé un attroupement, 1928.
2. à Leyde, condamnation à deux semaines de prison pour coups échangés avec un agent de police, 1930.
3. à Leyde, trois mois de prison pour avoir cassé les vitres du Bureau d'aide des chômeurs, janvier 1932.
4. à Leyde, trois et cinq jours de prison pour avoir colporté et vendu des journaux communistes. En Hollande, le colportage est interdit.

Il me vient à l'esprit que je n'ai pas quitté le Parti communiste en 1929 mais en mars 1931. Une des raisons étant que le Parti refusait que je me rende en Russie. Ainsi, je n'ai pas reçu de visa au Consulat de Berlin.

5. à Gronau (Allemagne, frontière hollandaise), trois semaines de prison pour avoir vendu des cartes avec l'étoile soviétique pour mon voyage vers la Russie. Je n'avais pas d'autorisation pour la vente, 1931.

6. à Reichenhall¹ (Bavière) trois jours de prison pour avoir mendié de la nourriture, 1932.²

1. Ajouté par les enquêteurs dans la marge : « *Berchtesgaden* ».

2. Correction des enquêteurs dans la marge : « 1931 ».

7. en France, une courte incarcération en 1931 pour escroquerie mais j'ai été acquitté.

8. en Hongrie en 1932 pour défaut de papiers.

La photo reproduite dans le journal *De Telegraaf* du 28 février 1933 vient de mon passeport.

L'écriture que vous m'avez montrée dans un carnet de notes est bien la mienne. J'ai écrit ces mots vendredi, lors d'une discussion dans la rue avec des jeunes travailleurs, à Neukölln.

Après avoir relu à nouveau entièrement cet interrogatoire, je voudrais ajouter ceci :

(...) Samedi, j'ai quitté l'auberge à 10 heures pour me rendre dans le centre où j'ai également vu le Slot et l'Hôtel de Ville. En chemin, j'ai eu l'idée de mettre le feu au Slot, à l'Hôtel de Ville et au Bureau d'aide des chômeurs. Pour ce faire, j'ai acheté deux paquets d'allume-feu à 15 pfennigs dans la Neanderstrasse. Je reconnais le magasin où nous étions ce matin : le n° 14 de la Neanderstrasse. Près de l'Alexanderplatz, j'ai marché en direction du sud et je suis arrivé sur la Hermannplatz vers 17 heures. Sur la route, j'ai encore acheté deux paquets d'allume-feu dans la Liegnitzer Strasse. J'ai montré le magasin hier.

J'accepte volontairement de rester en détention jusqu'à demain et d'être présenté au juge après-demain.

Je comprends en tous points les interrogatoires des

28 février, 1^{er} et 3 mars que j'ai relus aujourd'hui. Je maîtrise la langue allemande et j'ai compris l'ensemble.

Liebke, employé à la chancellerie.

Wessely, inspecteur adjoint à la police judiciaire

Lu, approuvé et signé :

M. v. d. Lubbe.

*Établi, rédigé par le commissaire Zirpins,
de la police judiciaire.*

LEVÉE D'ÉCROU DU 2 OCTOBRE 1932

PRISON DE LA HAYE

Annexes

Signalement

Taille : 1 m 78.

Cheveux : châtain clair.

Sourcils : ni.

Front : bas.

Yeux : bleus.

Nez : roman.

Bouche : moyenne.

Menton : rond.

Barbe : néant.

Figure : maigre.

Teint : frais.

Langue habituelle : hollandais.

Signes particuliers : néant.

Signature : M. v. d. Lubbe.

[...]

Le Reichstag, n. m. : nom d'une des deux assemblées législatives de la Confédération de l'Allemagne du Nord (1866-1871), de l'Empire allemand (1871-1918) et de la république de Weimar (1919-1933) ◇ *Incendie du Reichstag*. Incendie allumé par un jeune exalté un peu simple d'esprit, Van der Lubbe, très probablement à l'instigation des nazis et avec leur aide, et qui détruisit le Reichstag le 25 février 1933.

Le Petit Robert des noms propres

*L'incendiaire incendié,
misère des thèses complotistes*

L'incendie du Reichstag n'aurait pas fini de livrer tous ses secrets. Attendant depuis soixante ans une sorte de révélation décisive, historiens et journalistes n'ont cessé de traquer dans les décombres du par-

Le Reichstag, n. m. : nom d'une des deux assemblées législatives de la Confédération de l'Allemagne du Nord (1866-1871), de l'Empire allemand (1871-1918) et de la république de Weimar (1919-1933) ◇ *Incendie du Reichstag*. Incendie allumé par un jeune exalté un peu simple d'esprit, Van der Lubbe, très probablement à l'instigation des nazis et avec leur aide, et qui détruisit le Reichstag le 25 février 1933.

Parti pris pour un sans-parti

Le Petit Robert des noms propres

L'incendiaire incendié,

misère des thèses complotistes

L'incendie du Reichstag n'aurait pas fini de livrer tous ses secrets. Attendant depuis soixante ans une sorte de révélation décisive, historiens et journalistes n'ont cessé de traquer dans les décombres du par-

lement allemand des zones d'ombre, masquant les rouages d'une machination. À l'appui de ces thèses du complot, aucune preuve formelle, sinon les ragots tardifs d'anciens membres des Sections d'assaut, les supputations d'experts sur la vitesse de propagation de l'incendie et d'autres conjectures sur l'utilisation de passages souterrains.

Les adeptes de cette politique du soupçon ont tous en commun de n'avoir, aujourd'hui comme hier, jamais voulu croire Marinus van der Lubbe sur parole – celui qui s'est pourtant d'emblée affirmé comme le seul incendiaire de ce monument « symbolique ». Dans sa remarquable synthèse sur les conséquences politiques de l'incendie, l'historien Hans Mommsen écrit : « pratiquement tous ceux qui furent considérés comme des témoins directs ou indirects de cette affaire se sont contredits. La plupart sont revenus sur leurs déclarations liminaires, soit sous l'influence de la psychose générale résultant de l'incendie ou après la chute du III^e Reich ». ¹ On pourrait ajouter, à une exception près : Marinus van der Lubbe.

D'où la nécessité de reformuler les questions occultées par un demi-siècle de suspicion calomnieuse. Pourquoi l'acte de protestation, explicitement antinazi,

1. Hans Mommsen, « The Reichstag fire and its political consequences », *Republic to Reich, The Making of the Nazi Revolution*, p. 132.

de ce jeune communiste en rupture de parti était si dérangeant pour les organisations rivales de la gauche ? Pourquoi fallait-il, de toutes parts, recouvrir ce « geste de contestation » isolé de l'opprobre d'une abjecte manipulation ? Pourquoi fallait-il à tout prix mettre en doute sa sincérité ? Pourquoi fallait-il coûte que coûte faire taire cette voix discordante qui, en s'attaquant au siège symbolique du jeu électoral en cours, affirmait à sa façon l'urgente nécessité d'une insurrection contre le « fascisme meurtrier » ? Pourquoi fallait-il présenter aux yeux du monde entier ce franc-tireur pour un traître ?

La publication en Allemagne des travaux de Fritz Tobias, au début des années 60, aurait dû porter un coup mortel aux rumeurs, mythes et légendes entourant l'incendie du Reichstag. Il y est démontré qu'aucun témoignage probant, aucun élément matériel, aucun document écrit, même exhumé sur le tard, n'infirme les aveux détaillés de Marinus van der Lubbe. Dès lors, à moins d'inverser les charges de la preuve, il n'y a aucune raison de ne pas prêter foi à celui qui, dès son arrestation, a proclamé haut et fort le mobile politique de son acte. Mais si, du point de vue de l'enquête criminelle, le débat paraît clos, la persistance d'une rumeur contraire – colportée par des articles à sensation ou des livres recyclant des thèses conspirationnistes obsolètes – a empêché un autre débat d'émerger.

En effet, derrière la pseudo-énigme des complicités supposées de Marinus se cache la seule interrogation qui conserve un intérêt historique : comment les forces politiques en présence ont-elles réagi face à cet événement ?

Une fois levée l'hypothèse du complot, la problématique de l'affaire se déplace. Ce n'est plus le prétendu « instrument » de la machination qui importe, mais au contraire la façon dont les deux blocs idéologiques qui s'affrontaient alors instrumentalisèrent une circonstance imprévue à leur profit et saisirent l'occasion de cet « attentat » pour le réinscrire dans leur stratégie respective. Ainsi, croire Marinus van der Lubbe sur parole n'est ni simple ni neutre politiquement ; c'est instruire un autre procès et s'attaquer de front aux stratégies du mensonge qu'ont aussitôt développé les dirigeants national-socialistes et ceux du Parti communiste. Avec le recul du temps, il apparaît que deux instrumentalisations distinctes – l'une nazie et l'autre stalinienne – se sont développées comme en miroir, enfermant dans l'étau de leur contrevérité symétrique la part irréductible de révolte qui s'était exprimée dans le geste de Marinus van der Lubbe. Nous voudrions entamer ici l'examen de ces deux systèmes de propagande, avant de nous interroger sur leurs objectifs et leurs arrière-pensées.

L'opportunisme politique des nazis

Lorsque Marinus arrive à Berlin, fin février 1933, la société allemande vit dans un climat de psychose paranoïaque. Les dernières années de la république de Weimar ont été fertiles en luttes politiques débouchant sur des affrontements violents et meurtriers. Deux systèmes de pensée et d'organisation totalitaire s'y affrontent, nazisme et stalinisme. La rumeur et l'esprit de conspiration dominant l'activité partidaire, remplacent le débat politique. L'attente de l'insurrection communiste focalise l'attention des dirigeants nazis, alors que le péril d'un putsch nazi hante les chefs communistes. Ces fantasmes complotistes – alimentés par de prétendues découvertes de caches d'armes ou de documents secrets et une incessante chasse aux mouchards – se nourrissent en outre d'une mutuelle surestimation de la puissance supposée de l'ennemi. Les communistes attribuent une énorme capacité manipulatrice aux nazis qui, à leur tour, majorent les capacités insurrectionnelles des communistes. Or, l'Histoire l'a montré, une des qualités majeures des politiciens nazis fut leur capacité à rebondir sur les événements et situations, à rationaliser leurs actions *a posteriori*. Leur réaction après l'incendie du Reichstag en fournit un excellent exemple. D'autre part, on sait aujourd'hui que le

potentiel de mobilisation du KPD était bien en deçà de ses affirmations rhétoriques. Sa ligne légaliste, soumise aux intérêts de l'État soviétique, avait fini par immobiliser l'appareil, neutraliser les militants les plus combattifs, lesquels croupissaient dans les prisons de Weimar ou avaient été évincés lors de purges successives.

Dans un premier temps – l'immédiat après-incendie –, il est probable que les dirigeants nazis aient réellement cru à l'imminence d'une insurrection communiste. Face au spectacle du parlement en flammes, la rumeur d'un soulèvement armé des « rouges » n'avait pas besoin d'être relayée par la propagande nazie ; elle avait une vraisemblance directement issue du climat de suspicion qui régnait alors¹. Dans la guerre civile larvée qui servait de toile de fond à la campagne législative en cours, les scénarios putschistes et contre-putschistes – soit nazi, soit communiste – étaient d'autant plus crédibles qu'ils imprégnaient déjà les consciences, qu'ils étaient à la fois craints et espérés. Bref, cette psychose conspirationniste nourrissait une sorte de suspense collectif obsédant.

Mais ce qui, pour les dirigeants hitlériens, demeurait inattendu, et surtout impensable, c'est qu'un mili-

1. « L'aspect le plus intéressant de l'incendie du Reichstag fut peut-être que tout le monde, ou presque, admit la thèse de la culpabilité communiste. Même les sceptiques trouvaient au moins que ce n'était pas tout à fait impossible. » Sebastian Haffner, *Histoire d'un Allemand, souvenirs 1914-1933*, pp. 180-181.

tant se proclamant communiste ait pu agir seul, rompant ainsi la discipline de fer qu'imposait le KPD à ses troupes. Qu'il soit un communiste dissident, la nuance leur importait peu. Un acte de résistance autonome, conscient, perpétré hors des tactiques des appareils, n'entraînait pas dans la grille d'interprétation des nationalistes ou des autres piliers réactionnaires du régime en place, ni d'ailleurs dans celle des policiers menant l'enquête. Aux yeux des nazis, Van der Lubbe ne pouvait que mentir. Son action devait nécessairement être concertée, et, une fois le signal donné, les bastions rouges ne tarderaient pas à s'embraser. Précisons ici que ce n'est en rien excuser la violence de la vague de répression du 28 février 1933 que de croire qu'elle répondait dans l'esprit de ses donneurs d'ordre aux prémices d'une insurrection. Cette rafle anticipée se contenta d'affaiblir un peu plus l'appareil bureaucratique d'un parti – le KPD –, devant cet état de fait, les hitlériens durent se rendre l'évidence : l'armée prolétarienne des « bandits rouges » n'était pas en ordre de bataille. L'incendie n'avait pas servi de signe de ralliement à un mouvement de masse secrètement programmé.

Dès lors, tout l'effort de propagande de Goebbels ne devait plus porter que sur ce point paradoxal : fabriquer *a posteriori* les preuves d'une conspiration qui n'avait pas eu lieu, mais à laquelle les nazis avaient bel et bien cru. Là encore, il ne s'agit de légitimer en quelque

manière que ce soit mais de sonder froidement la logique mentale des dirigeants national-socialistes et de mettre au jour leur capacité politique à tirer les leçons immédiates d'une erreur d'analyse qui les avait conduits à exagérer le potentiel offensif de leur adversaire. Et c'est là, à nos yeux, la seule explication qui rende compte du caractère improvisé et de la faiblesse du dossier d'accusation censée étayer durant les semaines et les mois suivants l'hypothèse d'un complot international communiste. Ni le chef du groupe parlementaire communiste Torgler, ni les dirigeants bulgares du Bureau européen du Komintern, disposant tous d'alibis irréfutables, ne pouvaient, de façon crédible, apparaître comme les complices directs de cet incendie. Leur acquittement final confirme, s'il en était besoin, le peu de soin que les nazis eux-mêmes ont porté à établir, alimenter puis défendre leur version d'un prétendu complot bolchevique. Seul importait de frapper politiquement le Parti communiste, tout en préservant un semblant de légalité. Le procès de Leipzig, minutieusement mis en scène dans sa solennité, ses procédures et son orchestration médiatique, mais totalement bâclé sur le fond, sans le moindre souci de crédibilité dans le montage des pièces à charge, en témoigne. L'acquittement final des co-inculpés de Marinus, aussi. Et l'on ne peut attribuer la désinvolture des nazis dans la fabrication de leur prétexte putschiste qu'à ce constat : ils avaient déjà gagné la partie sur le seul terrain sensible à leurs yeux,

celui du rapport de force avec le mouvement ouvrier. Là, justement, où Marinus van der Lubbe avait tenté en vain d'allumer une étincelle. Aussi grossier que fut le mensonge, la thèse du complot communiste n'était plus qu'un os à ronger destiné à maintenir les apparences d'une continuité démocratique aux yeux de l'opinion publique internationale.

Les mensonges tactiques du Parti communiste

Pour la direction du KPD – dont la mise sous tutelle par le Komintern et la soumission aux intérêts de l'Union soviétique s'étaient accrues durant la dernière décennie –, l'idée qu'un militant communiste hollandais sans parti ait pu revendiquer une action directe antiparlementaire comme un acte de protestation et de solidarité envers le prolétariat allemand est dénuée de sens. Non seulement, ils n'ont jamais entendu parler de cet individu, mais leur grille idéologique leur interdit d'imaginer qu'un militant de base ait pris une telle initiative, en contradiction avec la ligne officielle. Dès l'automne 1932, le Comité central du KPD a d'ailleurs voté une motion pour mettre en garde ses membres contre tout acte isolé de confrontation avec les nazis : « Dans cette situation grave, (...) le Parti se dressera sans merci contre ceux qui violeront les résolutions du Parti et la discipline révolutionnaire, et contre tout manque de sang-froid à l'égard des tentatives de provocation de l'ennemi de

classe. »¹ Privilégiant désormais une stratégie électoraliste, le KPD – qui, lors des trois dernières années, s'est contenté de répondre ponctuellement aux attaques des Sections d'assaut – a définitivement opté pour une ligne d'autodéfense minimale. Ancien dirigeant du Parti communiste « gauchiste », le KAPD, l'écrivain Franz Jung décrit dans ses mémoires le climat de confusion paranoïaque qui régnait alors à l'intérieur du KPD : « Entrée dans l'illégalité bien avant l'incendie du Reichstag, la direction avait éclaté en d'innombrables appareils spéciaux, également illégaux et clandestins. Ceux-ci provoquèrent une énorme confusion avec leurs mots d'ordre opposés, pour ou contre une résistance ouverte (...) Attention aux provocations ! Il y a des espions dans nos rangs ! : quiconque exprimait sa mauvaise humeur devant l'inaction de la direction était *a priori* soupçonné et chacun était le mouchard de l'autre. »²

1. C'est d'ailleurs ce que répétera Torgler, co-accusé de Marinus et chef du groupe parlementaire KPD, à l'heure du procès : « Le Parti communiste n'avait aucun intérêt à espérer d'un acte de terrorisme (...), à une époque où le gouvernement national-socialiste avait en main tous les moyens de force de l'État et disposait, en outre, des milices hitlériennes. Il eut été fou de la part du parti de vouloir engager une action contre le Gouvernement dans ces conditions. Les communistes avaient intérêt à ce que les élections se déroulassent dans le calme et sans incident. » Cité in *L'Humanité*, 9 novembre 1933. Au passage, on notera que ce dirigeant constate avec résignation que les nazis étaient déjà en possession de tous les leviers de pouvoir avant l'incendie du Reichstag.

2. Franz Jung, *Le Scarabée-torpille*, pp. 493-494.

Dans ce climat de suspicion interne, Marinus apparaissait comme le stéréotype du provocateur, cet « agent hitlérien » venu de l'étranger que la direction du KPD dénoncera dès le lendemain dans des tracts diffusés par dizaine des milliers d'exemplaires. Il est probable que, sur le moment, les leaders communistes allemands aient cru à une provocation nazie. Reste qu'assez rapidement, une fois renseignés sur les activités et la personnalité de l'incendiaire par le parti frère hollandais, ils ont eu les moyens de savoir à quoi s'en tenir : Marinus était un militant oppositionnel dont l'acte concordait avec sa réflexion politique. Dès lors, il eut été facile de lancer, comme Lénine l'avait fait au début des années 20, l'anathème sur l'irresponsabilité politique des « gauchistes » et de leur antiparlementarisme « infantile ». Mais, la lutte contre ces communistes hétérodoxes n'était plus un enjeu d'actualité. En URSS, comme en Allemagne, la dénonciation de la dérive contre-révolutionnaire du régime soviétique s'était marginalisée au sein d'un mouvement ouvrier démoralisé. Le véritable enjeu était ailleurs. Il s'agissait de prendre appui sur cet événement pour masquer les responsabilités du KPD ; et d'inventer cette légende tenace : le Parti communiste allemand *aurait* succombé par suite non de ses propres erreurs ou de ses choix politiques, mais du geste d'un « provocateur » !

Lancer une chasse aux sorcières contre la tendance « communiste de conseils » hollandaise, dont Marinus

était proche, n'avait donc aucun intérêt, tactiquement parlant. D'où ce premier postulat de la propagande stalinienne, mise en œuvre par le publiciste Münzenberg et son Comité international : faire disparaître les attaches de Marinus avec son milieu politique en Hollande. Pas un mot sur ce sujet dans la cinquantaine de pages consacrée à déshonorer Marinus dans le *Livre brun*, ni lors du contre-procès de Londres. Sans ce mensonge par omission, la thèse complotiste de la préméditation nazie aurait été moins aisée à établir.

Portrait de Marinus en criminel-né

Pour mieux dépolitiser l'acte de Marinus – et transformer l'homme en « provocateur » –, il était donc nécessaire de reporter l'attention sur le terrain d'une pure enquête de personnalité. Dans la vision stalinienne, si le « militant communiste » est censé se placer au-delà de l'individu, le « provocateur », se caractérise, lui, essentiellement par ses traits personnels. Le *Livre brun* développe ainsi un portrait à charge hérité de pires préjugés psychiatriques du XIX^e siècle. Marinus y est défini comme précocement « vantard », « orgueilleux », et « ambitieux » – ces trois péchés caractériels capitaux prenant un tour pathologique sitôt aggravés par les séquelles d'un accident du travail. Désormais, c'est l'alliance monstrueuse d'un handicap physiologique (la cécité) et d'un penchant (l'aveuglement

mégalomaniaque) qui transforme un banal arriviste raté en l'archétype du criminel-né. À ce moralisme édifiant s'ajoute une distinction léniniste essentielle entre l'ouvrier-modèle des usines, suiveur fidèle de la ligne du parti et son frère ennemi, ce sous-prolétaire sur lequel sont reportées les tares propres aux classes dangereuses depuis la Commune de Paris. Du coup, le vagabond demi-aveugle et fils d'alcoolique Marinus épouse bien la typologie du dégénéré asocial des débuts de l'ère industrielle. Et une fois affublé des haillons de ce gueux anachronique, ce parasite errant aux marges de la pègre et de la mendicité, Marinus endosse la figure du « mercenaire » qui, issu de l'arrière-monde de la pauvreté, finit toujours par trahir les « révolutionnaires » en se vendant au plus offrant.

À cette généalogie implicite du traître-né lumpenprolétarien vient se superposer dans le *Livre brun* – et de façon parfois contradictoire – un autre récit des origines. Dès sa prime enfance, Marinus, « malgré la misère, a vécu dans une maison de petits-bourgeois » ; il « a hérité de l'esprit commercial de son père » ; toute sa famille est restée cloîtrée « dans le mur des illusions petites-bourgeoises »¹. On retrouve dans cette prose lancinante toute la focalisation léniniste des années 1920 contre l'esprit petit-bourgeois, toujours décrit en termes de pathologie sociale, comme un germe épidé-

1. Le *Livre brun*, « L'instrument », pp. 46-49.

mique visant à dissoudre la conscience de classe du prolétariat. Puisqu'il est impossible de nier que Marinus était maçon, le *Livre brun* le liquide idéologiquement : « Le voilà ouvrier, mais il reste petit-bourgeois. » Et, à plusieurs reprises, c'est un principe de ségrégation quasi raciale qui est invoqué : né petit-bourgeois, Marinus ne pouvait « s'assimiler » à la « grande armée des prolétaires ». Son identité sociale étant déprolétariée, une fiction peut naître de toutes pièces, celle de sa « pédérasie » qui, par un luxe de coïncidences fictives et de rencontres hasardeuses, l'aurait conduit à devenir le giton d'un proche du chef des Sections d'assaut, Ernst Röhm.

La criminalisation de Van der Lubbe culmine donc dans une ultime figure de l'infamie morale : la prostitution masculine. Jouant sur plusieurs tableaux, elle réactive une série de préjugés issus tout à la fois du darwinisme social, de la psychiatrie la plus réactionnaire et de la police des mœurs pour les synthétiser sous la forme d'un moralisme prolétarien. Dans l'argumentation visant à stigmatiser Marinus comme un « ennemi de classe », les staliniens d'alors reprennent à leur compte les préjugés psychosociaux de la société bourgeoise du début du XX^e siècle. Or, ce phénomène de récupération est aussi essentiel dans la constitution de l'idéologie nazie, comme l'a montré Enzo Traverso¹.

1. Enzo Traverso, *La Violence nazie*.

D'où un effet de miroir qui peut surprendre. Faire d'un sous-prolétaire un sous-homme, et d'un accidenté du travail un débile mental incapable d'intégrer les ordres du parti, c'était user d'imageries pathologiques que leurs ennemis national-socialistes brandissaient pour « régénérer la nation allemande » en « éliminant tous les corps malades », dont justement cette « internationale des sous-hommes » incarnée par les bolcheviks. En ce sens, le *Livre brun* marque sans doute l'apogée du pot pourri idéologique des révolutions trahies du XX^e siècle.

Mais ceux qui, aidés en sous-main par les émissaires du Komintern, effacent sciemment les traces de l'engagement révolutionnaire jamais démenti de Marinus, le font pour la « bonne cause ». Aux yeux d'Arthur Koestler, il y eut sur le moment une part d'auto-intoxication et d'aveuglement dans cette fabrique du mensonge. À l'inverse, Bertolt Brecht – caricaturant Marinus van der Lubbe dans la peau d'un provocateur débile mental (Fish) dans sa pièce, *La Résistible Ascension d'Arturo Ui* – contribuera à introniser durablement les thèses du *Livre brun* en leur apportant une caution esthétique et culturelle.

Du défaitisme des chefs à l'apathie générale

Dans la version post-stalinienne qui a toujours cours, l'incendie du Reichstag passe pour un événement de

rupture brisant une continuité historique; l'irruption brutale du régime totalitaire dans un long processus de résistance mené dans le cadre de la république démocratique de Weimar. Répétée jusqu'à devenir évidence, cette idée est le postulat essentiel du *Livre brun*: « La combativité croissante des ouvriers antifascistes rendait précaires les chances de succès de Hitler aux élections. (...) Les grandes masses populaires s'apercevaient que Hitler soutenait la politique des capitalistes les plus outranciers. La déception de ces masses allait s'exprimer lors des élections du 5 mars. On pouvait craindre un nouvel accroissement des voix communistes. Les chefs national-socialistes se trouvèrent devant la nécessité urgente de changer cette situation, en montant une provocation de grande envergure. »¹ Les choses se passaient déjà tout autrement.

Plusieurs semaines avant le lundi 27 février 1933, la campagne législative prend la forme d'une guerre civile de basse intensité. Des lois d'exceptions restreignant considérablement la liberté de réunion et de publication frappent de plein fouet les partis de gauche. Les formations paramilitaires nazies – nommées officiellement « auxiliaires de police » – sèment en toute légalité la terreur dans les quartiers ouvriers (plus de 50 morts pour le seul mois de février, la plupart militants communistes). Une série de perquisitions au siège berlinois

1. Le *Livre brun*, « L'acheminement vers le pouvoir », p. 40.

du KPD laisse présager une interdiction imminente du Parti communiste allemand. Bref, la victoire hitlérienne aux élections du 5 mars 1933 ne découle pas d'un fait divers à grand spectacle ayant changé le cours de l'Histoire en détournant l'émotion populaire au bénéfice du parti nazi, mais, entre autres, d'une crispation autoritaire de l'appareil d'État de Weimar. « Toute l'histoire de la république allemande, de 1918 à 1933, peut être décrite comme celle du renforcement de la loi martiale et des pouvoirs d'exceptions. », insistait, en bon juriste, Karl Korsch, dès 1940¹. Voir dans l'incendie du Reichstag « l'acte de naissance du nazisme », comme l'historien Gilbert Badia le proclamait encore dans les années 1980, relève de la contrevérité historique. C'est réduire un processus sociopolitique prenant ses sources sur plus d'une décennie à la dimension d'un roman d'espionnage où, faute d'analyser le rapport des forces en présence, on postule l'extralucidité et l'omnipotence du seul camp nazi en se gardant bien de sonder les vraies raisons de l'état d'impuissance, de résignation et de désarroi qui anesthésiait les millions de militants de gauche depuis de nombreuses années.

À traquer, souvent avec mauvaise foi, les preuves d'un complot dans l'incendie du Reichstag, on s'inscrit dans le courant d'une pensée paranoïaque qui présuppose

1. Karl Korsch, *Prelude to Hitler, the international politics of Germany: 1918-1933*, pp. 8-9.

chez l'ennemi une sorte de génie du mal. Et l'on évite de se poser cette question liminaire : pourquoi, sous le coup d'une répression, qui s'accroît mois après mois, les dirigeants socialistes et communistes se sont-ils mis à prôner non pas même une résistance passive, mais une passivité sans résistance ? Pourquoi se sont-ils arc-boutés sur le strict respect d'une légalité électorale qui était déjà foulée aux pieds depuis plus d'un an ?

Dès le mois de janvier 1933, comme le précise l'historien Joseph Rovin, « sous le couvert de la légalité officiellement respectée (...) c'est le commencement de la terreur, des arrestations arbitraires, des séquestrations, des coups, des tortures. Face au déchaînement de la violence, les responsables du SPD et des syndicats, dont quelques-uns comptent pourtant parmi les premières victimes, restent sans réaction. Les militants, malgré les contrôles, les arrestations, les menaces ne veulent pas croire à la capitulation. Comme lors du coup de Papen contre le gouvernement prussien, ils attendent le mot d'ordre de soulèvement qui ne viendra jamais. Les chefs, malgré leur opposition foncière au national-socialisme, sont pris de court par la combinaison de légalité et de terreur à laquelle il leur faut faire face. »¹ Début du mois de février 1933, chacun pouvait déjà se rendre à l'évidence à lire telle proclamation d'un second couteau nazi à la presse étrangère :

1. Joseph Rovin, *Histoire de la Social-Démocratie allemande*, p. 192.

« Notre chef a déclaré qu'il ne quitterait pas son poste de chancelier. Si le peuple dit "non" le 5 mars, les 700 000 soldats de l'armée brune et de la Reichswehr se battront pour le maintenir là où il est. Les forces du sang et de la destinée unies dans le parti national-socialiste sont invincibles. »¹ Face à cette déclaration de guerre affichée, Leipart, haut dirigeant des syndicats social-démocrates, se contente de propos rassurants et conciliants : « La classe ouvrière allemande préférerait évidemment recourir à l'action directe pour se défendre contre ce gouvernement de réaction sociale. Humainement, c'est très compréhensible. Mais au point de vue pratique, ce serait une erreur. Il est hors de doute que les syndicats nuiraient aux intérêts de la classe ouvrière allemande en cédant à de telles impulsions. L'attitude calme des dirigeants syndicaux durant ces derniers jours se fonde sur un sentiment de force consciente d'elle-même, qui n'a pas besoin de faire de grands gestes, et sur la confiance en la discipline de la classe ouvrière. Aucun gouvernement allemand ne pourra opprimer la classe ouvrière allemande et ses organisations, parce qu'il ne pourra en étouffer l'esprit. »² De leur côté, les dirigeants communistes ne cessent depuis

1. Déclaration du nazi Freisler au correspondant du *Daily Telegraph*, à Berlin, citée dans la revue de presse du *Monde*, 18 février 1933, p. 16.

2. Déclaration faite au *Morgenpost*, citée dans la revue de presse du *Monde*, 18 février 1933, p. 16.

plusieurs années d'alterner dans leurs mots d'ordre la primauté de la lutte contre les « sociaux-fascistes » du SPD ou contre les fascistes hitlériens – décalquant ainsi les inflexions tactiques du Komintern.¹

Ainsi, pour des raisons distinctes, le SPD et le KPD se sont non seulement abstenus d'organiser une résistance de masse, mais ont même empêché ici ou là ses manifestations sporadiques et spontanées, faute de pouvoir les canaliser, les encadrer, sinon en tirer un profit électoral immédiat. Les deux frères ennemis n'ont plus eu qu'un seul souci : la sauvegarde d'une

1. « À la onzième session du Comité exécutif du Komintern, Manuïlsky, le porte-parole de Staline, se leva et déclara : "Dans le but de décevoir les masses, les sociaux-démocrates proclament délibérément que l'ennemi principal de la classe ouvrière est le fascisme. Il n'est pas vrai que le fascisme de type hitlérien représente l'ennemi principal..." » Puis Jan Valtin constate : « Il en résulta une série de demi-mesures déconcertantes, inefficaces, comme une perpétuelle hésitation entre les deux extrêmes : la collaboration directe avec les mouvements hitlériens et l'embuscade meurtrière contre les détachements isolés de SS. » Jan Valtin, *Sans Patrie ni frontière*, p. 380. « Nos militants, dans leur lutte instinctive contre la poussée nazie, se voyaient presque chaque semaine barrés par les pontifes infailibles de nos Conseils supérieurs de Moscou et de Berlin. Combien de fois n'ai-je pas été prévenu par mes chefs et n'ai-je, à mon tour, averti les camarades travaillant sous ma direction : "Ne concentrez pas vos efforts sur Hitler. Suivez la ligne tracée. Nous devons frapper nos coups les plus violents contre les sociaux fascistes du parti social-démocrate. C'est eux et leurs syndicats que nous devons anéantir si nous voulons amener la majorité des travailleurs à la toute puissance du prolétariat." » Jan Valtin, *Sans Patrie ni frontière*, p. 385.

représentation parlementaire au service de laquelle ils avaient placé leur infrastructure militante.

Une vieille idée fixe se dessine en filigrane derrière ce refus de répondre à la terreur nazie sur un autre champ que celui des urnes. Pour le SPD, un *statu quo*, même fragile, face au péril nazi était préférable au spectre d'une grève générale, suivie de combats de rue, bref d'une violence de masse dans laquelle il voyait le fantôme des soulèvements spartakistes de l'après-guerre. On ne comprendrait rien à l'immobilisme du parti social-démocrate sans prendre la mesure de cette hantise – le SPD avait conquis le pouvoir dès 1919 en s'alliant avec le complexe militaro-industriel allemand pour écraser dans l'œuf les républiques des Conseils de 1918-1919. Il ne l'avait gardé qu'au prix d'une sanglante répression des soulèvements en Allemagne centrale, culminant dans l'« Action de mars » de 1921. Ainsi, la stabilité toute relative de la République de Weimar avait reposé, dès ses premiers gouvernements, sur les liens étroits établis entre la social-démocratie et le pouvoir militaire.

Cette scène primitive contre-révolutionnaire explique pour beaucoup l'attitude des dirigeants social-démocrates, ainsi que, plusieurs semaines après le vote des pleins pouvoirs au chancelier Hitler, l'aveuglement suicidaire qui les conduisit à endosser le rôle d'une opposition légale malgré l'emprisonnement massif de militants de gauche et l'interdiction imminente de leur

parti. D'une certaine façon, tout valait mieux pour le SPD qu'une convergence avec le KPD – ce Front uni à la base qu'espéraient naïvement tant de militants des deux organisations. Division fratricide qui explique l'atmosphère de résignation et d'incertitude dont rendent compte tous les témoins engagés de l'époque, en Allemagne et ailleurs. Autrement dit, le légalisme zélé et l'obsession de la menace bolcheviste chez les leaders social-démocrates contribuèrent à désarmer le mouvement ouvrier antifasciste, tout autant que la duplicité tactique des mots d'ordre du Komintern invitant à renvoyer dos-à-dos les « social-fascistes » du SPD et les chemises brunes hitlériennes.

Plus fondamentalement, les deux pôles de la gauche étaient, pour des raisons différentes, foncièrement incapables de voir dans le nazisme la forme politique de la contre-révolution, correspondant à une variante autoritaire du capitalisme, nouvelle ère dont elles avaient été les forces accoucheuses. Rien à voir avec la caractérisation stalinienne du fascisme comme « anomalie » passagère résultant d'un capitalisme « décadent ». Ainsi, aux yeux des rares « gauchistes » d'alors¹, les socialistes et les communistes s'autodétruisaient en proposant de lutter contre le fascisme tout en usant de ses propres méthodes, l'autoritarisme d'État. Pour ces dissidents, le combat anti-fasciste nécessitait une rupture totale avec

1. Voir, entre autres, Karl Korsch dans *Marxisme et contre-révolution*.

les valeurs et la logique économique de l'ordre dominant. La « filiation » entre les systèmes démocratiques qui précédaient et les fascismes naissants, ces oppositionnels furent les seuls à la pressentir, au-delà des formes politiques, dans les valeurs morales, dans les méthodes racistes du colonialisme, la rationalité productiviste engendrée par l'économie de guerre en 1914-1918 et le primat communautaire du nationalisme¹.

Jan Valtin – témoin privilégié de la nomenclature communiste de l'époque – montre aussi combien l'incendie du Reichstag compte peu, tant il arrive à la fin d'un lent naufrage. Décrivant le climat régnant après l'appel unilatéral du KPD à la grève générale, « au début de février 1933 », il constate : « Les syndicats ne bougèrent pas. (...) La démoralisation envahit les franges du Parti communiste. Le prestige du Parti était d'ores et déjà irrévocablement compromis. (...) À l'heure décisive, l'apathie de la plupart des Allemands était ahurissante. Ils succombaient à la terreur brune sans un soubresaut. »² Ainsi, depuis des années déjà, la

1. À propos de cette « filiation », voir *La Violence nazie*, de Enzo Traverso.

2. Jan Valtin, *Sans Patrie ni frontière*, p. 417. Pour commenter cette passivité collective, le leader du Komintern Dimitrov eut cette réplique d'un cynisme absolu, lors du procès de Leipzig : « Goethe a dit un jour : "Il faut choisir entre deux éventualités, être le marteau ou l'enclume." Eh bien, Messieurs les Juges, les travailleurs allemands ont toujours choisi d'être l'enclume. » Cité par *L'Humanité*, 17 décembre 1933.

combativité, portée aux nues dans le *Livre brun*, n'était plus que la reproduction de la vie d'appareils, machines à broyer les rangs des militants au nom de la défense des intérêts suprêmes de la bureaucratie soviétique. Franz Jung va plus loin dans l'analyse : le mouvement communiste officiel « tirait toute sa force d'attraction de l'exploitation des faiblesses et des préjugés nationaux, de l'impuissance de l'individu à s'intégrer dans une communauté et à s'y développer par ses propres forces, dans la compréhension des obligations qui en découlent ». En toute logique, « il conduisit dans les camps de concentration des milliers et des centaines de milliers d'ouvriers, qui n'étaient eux aussi déjà plus des partisans et des combattants convaincus mais de ceux qui suivaient par opiniâtreté et par tradition, qui avaient été laissés en plan et croyaient encore par routine ». ¹ Si, « en une nuit, le parti de l'espoir s'est transformé en parti des vaincus » ², c'est que cet espoir n'était plus qu'une idée creuse.

Le voyageur hors des sentiers battus

À l'encontre de la représentation figée que les dirigeants communistes donnaient de la condition ouvrière d'alors, Marinus est tout sauf un marginal

1. Franz Jung, *Le Scarabée-torpille*, pp. 513-514.

2. Georg Scheuer, *Seuls les fous n'ont pas peur*, p. 56.

d'exception, un cas isolé à la périphérie du corps social ; il est un échantillon très représentatif, sinon l'archétype même du prolétaire plongé dans la crise aiguë du capitalisme en ce début des années 1930. Ouvrier au chômage et accidenté du travail, Marinus est comme des millions de ses semblables en Europe : travailleur aux métiers multiples – travailleur précaire, dirait-on de nos jours –, chômeur révolté fiché comme rouge dans les « listes » des employeurs et du coup exclu du marché du travail. Marinus et ses amis communistes oppositionnels avaient certes peu en commun avec le modèle dustravailleur socialiste, soumis aux chefs et aux directives venues d'en haut, pilier des grandes organisations ouvrières qui allaient, en toute responsabilité, le conduire au désastre.

Enfant d'une époque riche en événements et en débats contradictoires, marqué par les idéaux émancipateurs, avivés par la révolution russe de 1917 et les révolutions allemandes de 1918, Van der Lubbe avait rejoint les rangs communistes au moment même où les premières voix critiques s'élevaient pour dénoncer l'instauration en URSS d'une dictature de parti au nom de la révolution sociale. De par sa propre expérience de lutte, Van der Lubbe fut vite sensible à ces critiques. Et il est devenu un communiste dissident, proche du courant de conseils (par opposition au courant de parti). Ses amis du journal *Spartacus* considéraient que des actes individuels pouvaient être des signes avant-coureurs de la résistance col-

lective des travailleurs. Tout dans cette conception se démarque à la fois de l'action armée de nature avant-gardiste – telle qu'elle fut alors tactiquement pratiquée, ici et là, par les bolcheviks – et de l'acte terroriste individuel, désespéré et aveugle, dont les socialistes-révolutionnaires russes d'avant 1917 s'étaient faits les spécialistes. Pratiques qui n'ont depuis cessé de fleurir dans l'Histoire, sous des formes plus ou moins fanatiques, et à la faveur des circonstances. Pour Marinus et ses amis, l'acte individuel « aurait pu être le signal d'une révolte générale des travailleurs »¹ dans une époque caractérisée par un pouvoir dominant fragilisé, annonçant la transition entre le « vieux monde » et un « nouveau monde ».

1. « De Brand in het Rijksdaggebouw », *Spartacus*, 19 mars 1933, p. 1. À la une de cet organe de presse de la LAO, les communistes de conseils proches d'Eduard Sirach réaffirment leur solidarité envers leur ami et « combattant infatigable », peu après l'arrestation de Marinus à Berlin. À propos de l'incendie du Reichstag, ils établissent un net distinguo entre terrorisme et acte individuel : « Nous ne propageons pas l'idée de la terreur individuelle comme méthode de combat pour la classe ouvrière, mais nous considérons l'action de classe, donc et avant tout de la masse elle-même, comme unique moyen d'affranchir la classe ouvrière. Cela ne veut pas dire pour autant qu'on doive, *a priori*, refuser tout acte individuel. Au contraire. Seuls les dilettantes et les fonctionnaires, pour qui la lutte des classes est un passe-temps sportif ou un gagne-pain, peuvent atteindre un degré de confiance en soi et d'immobilisme dogmatique tel qu'ils sont dépourvus de tout sentiment prolétarien révolutionnaire et de toute opinion personnelle qui ne soit pas sortie d'une brochure. (...) Lorsque l'engagement collectif est brisé, ce sont les actes des individus qui prennent le relais. »

Van der Lubbe n'avait rien d'un anarchiste individualiste ou d'un élitiste de la subversion. Troublé par l'apathie qui paralysait le mouvement ouvrier allemand, jamais il ne versa dans le mépris de la servitude volontaire. Il a cherché, au contraire, à comprendre les causes sociales et politiques de l'apathie générale. Respectueux de la vie humaine, sensible aux limites et aux faiblesses de ses semblables, Marinus était un être sociable, en quête de débats contradictoires et de discussion. Sa pensée politique avait été façonnée par la lutte contre la manipulation des chefs, l'immersion dans des luttes collectives, autonome et consciente. Des traits qui contrastent nettement avec les figures terroristes de type blanquiste ou messianique. Marinus ne s'est pas attaqué aux exécutants d'une politique, mais au symbole matériel d'un « système » ; il a choisi le Reichstag pour mettre à nu son inutilité, dans les circonstances d'alors, et réveiller les travailleurs allemands d'une torpeur électoraliste suicidaire.

Si on veut absolument chercher une rupture dans cette affaire, c'est évidemment vers le protagoniste qu'il faut se tourner, Marinus van der Lubbe, ce révolutionnaire voyageur hors des sentiers battus de l'époque. Connu en Hollande, y compris chez ses adversaires politiques, comme un jeune homme intègre, courageux et obstiné, Marinus était un autodidacte possédant une pensée politique mûrie par étape, sans crispation dogmatique. Il avait suivi les intenses débats de l'époque au

sein du mouvement socialiste révolutionnaire hollandais – où, dès le début des années vingt, s'exprimaient des critiques sévères et pertinentes sur la perpétuation de l'exploitation dans le système soviétique et les conséquences désastreuses de la bolchevisation du communisme européen. Même au cours de ses périples à travers l'Europe, Marinus continuait à lire avec intérêt la presse communiste oppositionnelle hollandaise que ses amis lui faisaient parvenir. Son humanisme et sa générosité, son souci d'honorer toutes ses dettes, son ouverture au monde et son goût du voyage, son esprit solidaire et internationaliste allaient de pair avec un certain pessimisme combatif. Mais, non sans humour, Marinus était tout sauf un esprit aigri ; un triste militant et, encore moins, un citoyen résigné. De bonne heure, il avait tenu pour acquis que l'émancipation sociale doit se conjuguer avec l'autonomie des individus, envers et contre toute pratique bureaucratique. Il était animé par l'idée d'un autre monde possible qui ne pouvait s'épanouir dans l'affrontement sanglant entre deux systèmes totalitaires. D'où la dimension tragique de son destin.

Et si Marinus van der Lubbe était un personnage atypique, en décalage avec son temps, ses positions minoritaires n'en révèlent pas moins l'état d'esprit et les conditions d'existence d'un prolétaire des années trente, parmi tant d'autres.

Y. P. & CH. R.

188